



**CONVENTION  
AGENCE de L'EAU LOIRE-BRETAGNE  
COLLECTIVITÉ**

« logo  
collectivité »

**Convention de mandat relative à l'attribution et au versement des  
aides destinées à**

**[La mise en conformité des raccordements aux réseaux  
d'assainissement publics]**

**et/ou**

**[La réhabilitation structurante de la partie privée des branchements  
au réseau d'assainissement public des eaux usées]**

**et/ou**

**[Le déraccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement  
public]<sup>1</sup>**

**en vue de réduire les rejets de pollution dans le milieu naturel**

**Entre**

La collectivité de....., désignée ci-après par « le mandataire » et représentée par *son maire ou son (sa) président(e) en exercice Madame ou Monsieur .....*, dûment *autorisé(e)* à signer la présente convention par une délibération du conseil *municipal ou syndical ou communautaire* en date du ....., d'une part,

**Et**

L'agence de l'eau Loire-Bretagne, établissement public de l'État, désignée ci-après par « l'agence de l'eau » et représentée par son directeur général, Martin Gutton, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2018-145 du conseil d'administration du 11 décembre 2018, d'autre part,

- Vu le 11<sup>e</sup> programme pluriannuel d'intervention 2019-2024 de l'agence de l'eau
- Vu le décret n°2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux et les autorités publiques indépendantes avec des tiers
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

<sup>1</sup> Supprimer les mentions inutiles

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION : MOTIF DU MANDAT DONNÉ AU MANDATAIRE – GRATUITÉ DU MANDAT**

Dans le cadre des aides apportées par l'agence de l'eau pour [la mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou [la réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou [le dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public], le recours à la présente convention de mandat constitue une simplification de la gestion des modalités d'instruction et de liquidation des aides susvisées, ainsi que des opérations de décaissements.

La collectivité, en charge du Service Public d'Assainissement Public des Eaux Usées [Eaux Pluviales], a décidé d'initier, de piloter et, d'animer une opération groupée de [mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou de [réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées] et/ou de [dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public], sous maîtrise d'ouvrage privée. Le mandataire, en organisant l'animation de l'opération, assure une relation de proximité avec les particuliers, maîtres d'ouvrage privés, simplifiant la gestion des aides, le suivi et le solde des travaux avec les particuliers.

Le mandataire ne perçoit pas de rémunération pour la réalisation des opérations de mandat décrites dans la présente convention.

## **ARTICLE 2 – NATURE DES OPÉRATIONS SUR LESQUELLES PORTE LE MANDAT**

La présente convention a pour objet de définir le mandat donné par l'agence de l'eau au mandataire pour assurer l'instruction, la liquidation, le contrôle et le paiement des aides de l'agence de l'eau aux maîtres d'ouvrage sollicitant une subvention pour [la mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics au regard des inversions de raccordement] et/ou [la réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées au regard des problèmes d'étanchéité identifiés], et/ou [le dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public] dans le cadre d'une opération groupée.

Chaque demande d'aide transmise par un particulier maître d'ouvrage fera l'objet d'une instruction par le mandataire, en application des modalités d'aide en vigueur à la date du dépôt de son dossier complet de demande d'aide et dans la limite d'une enveloppe d'aide globale fixée par l'agence de l'eau (cf. article 5).

## **ARTICLE 3 – LE MAITRE D'OUVRAGE, BÉNÉFICIAIRE FINAL**

Les particuliers, maîtres d'ouvrage des études et des travaux portant sur les opérations mentionnées à l'article 2, peuvent bénéficier sous certaines conditions des subventions de l'agence de l'eau.

Les collectivités, maîtres d'ouvrage d'immeubles (écoles, salle de fêtes, toilettes sèches publiques...), ainsi que les petites entreprises (auberges, chambres d'hôte, hôtels, restaurants...) sont éligibles au même titre que les particuliers et selon les mêmes modalités.

Pour les petites entreprises, l'aide sera attribuée dans le cadre du règlement européen d'exemption de minimis. Le bénéficiaire final de l'aide devra attester que le montant cumulé des aides publiques perçues sur une période de trois derniers exercices fiscaux et qualifiées de minimis n'excède pas 200 000 euros. La période de trois ans prise comme référence doit être appréciée sur une base glissante, de sorte que, pour chaque nouvelle aide de minimis octroyée, il y a lieu de déterminer le montant total des aides de minimis accordées au cours de l'exercice fiscal concerné, ainsi qu'au cours des deux exercices fiscaux précédents.

Les bénéficiaires finaux confient au mandataire le soin de solliciter et percevoir pour leur compte les aides de l'agence de l'eau.

## **ARTICLE 4 – ATTRIBUTION DES AIDES AUX BÉNÉFICIAIRES FINAUX PAR LE MANDATAIRE**

### **4.1. Conditions d'intervention**

Les aides sont réservées aux opérations groupées de [mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou de [réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou de [dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public] respectant les conditions d'éligibilité fixées par l'agence de l'eau.

Le montant de l'aide allouée est calculé en application des modalités d'aides définies par le programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau en vigueur à la date du dépôt de sa demande d'aide complète.

Aucune opération ne pourra être financée si elle a été engagée (acceptation du devis de travaux par le maître d'ouvrage) :

- avant la date de prise d'effet de la présente convention de mandat,
- avant que le maître d'ouvrage ait adressée sa demande d'aide au mandataire,
- avant la réception de la lettre de notification du mandataire l'autorisant à signer le devis retenu.

#### **4.2. Rôles du mandataire**

Le mandataire :

- Invite les propriétaires de branchements dont les travaux de [mise en conformité] ou de [dé-raccordement des eaux pluviales] sont éligibles à une aide de l'agence de l'eau à se manifester auprès de lui afin que les travaux puissent être réalisés avant le terme de la présente convention ;
- Fait connaître aux bénéficiaires finaux, dont les travaux sont éligibles aux aides de l'agence de l'eau, l'existence de l'opération groupée engagée avec l'agence de l'eau. Cette action peut prendre la forme d'une communication par l'envoi de courriers d'information aux bénéficiaires finaux ou par la tenue de réunions publiques ;
- Explique aux bénéficiaires finaux les conditions d'éligibilité aux aides de l'agence de l'eau notamment l'obligation d'attendre la lettre de notification du mandataire pour signer le devis retenu ;
- Recense les maîtres d'ouvrage volontaires pour réaliser les travaux sur la période de la présente convention ;
- Assure l'instruction, la liquidation, le contrôle et le paiement des aides de l'agence de l'eau aux maîtres d'ouvrage sollicitant une subvention.

Le mandataire mentionne l'aide maximale prévisionnelle de l'agence de l'eau dans ses échanges avec les bénéficiaires finaux, notamment lors du versement de la subvention.

Le mandataire informe l'agence de l'eau des réunions, manifestations et documents de communication qu'il réalise en application de la présente convention.

##### **4.2.1. La gestion des demandes d'aide des bénéficiaires finaux et la détermination du montant des aides**

Le mandataire centralise et consolide, pour le compte de l'agence de l'eau, les pièces suivantes pour l'instruction de la demande d'aide financière du bénéficiaire final :

- [Le rapport de contrôle de conformité de la partie privative du branchement],
- L'étude d'avant-projet,
- Le cas échéant, la facture de l'étude d'avant-projet acquittée par le bénéficiaire final,
- Deux devis détaillés non acceptés dont celui retenu par le bénéficiaire final pour réaliser les travaux,
- Le mandat conclu entre le mandataire et le bénéficiaire final par lequel, celui-ci confie au mandataire le soin d'être son interlocuteur auprès de l'agence de l'eau, et l'autorise à percevoir en son nom l'aide correspondante de l'agence de l'eau avant qu'il ne la lui reverse intégralement (conforme au modèle joint en annexe 1).
- Pour les petites entreprises, l'attestation de minimis signée conformément au règlement européen de minimis (cf. attestation type en annexe 2).

En application des modalités d'aide du programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau en vigueur au moment du dépôt de la demande d'aide complète par le bénéficiaire final, le mandataire instruit les demandes d'aide des bénéficiaires finaux volontaires pour réaliser les travaux.

En application du 11<sup>e</sup> programme d'intervention (2019-2024) de l'agence de l'eau, le mandataire vérifie que :

- le devis n'a pas encore été accepté par le bénéficiaire final,
- les travaux prévus dans les devis détaillés sont conformes à l'étude d'avant-projet validée par le gestionnaire du réseau d'assainissement public des [eaux usées]/[pluviales] ,

- si le bénéficiaire final déclare percevoir d'autres aides publiques, le cumul des aides publiques est inférieur ou égal à 80 % (cf. infra),
- pour les petites entreprises, que le montant d'aides publiques perçu les trois dernières années fiscales respecte le règlement de minimis.

Le montant de la subvention attribuée par l'agence de l'eau est calculé par application d'un taux d'aide à la dépense retenue. La dépense retenue correspond aux dépenses de travaux additionnées à celle de l'étude d'avant-projet lorsqu'elle est financée par le bénéficiaire final.

Dans le cadre des trois premières années du 11<sup>e</sup> programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau, la dépense retenue pour la mise en conformité des raccordements est plafonnée à 3 200 euros TTC et la dépense retenue pour dé-raccordement des eaux pluviales est plafonnée à 30 euros par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée déconnectée et le taux maximal d'aide de l'agence de l'eau est égal à 50%.

Le montant de l'aide effectivement versée est arrêté sur la base du coût définitif et justifié du projet, auquel est appliqué le taux de l'aide accordée, dans la limite du montant attribué.

Le montant des factures fournies par le bénéficiaire final est le montant TTC sauf dans le cas où le bénéficiaire final récupère la TVA comme par exemple les acteurs économiques. Le taux de l'aide accordée s'applique alors sur le montant HT.

Lors de l'instruction de la demande d'aide du bénéficiaire, le mandataire contrôle le respect du plafond du cumul des aides publiques fixé à hauteur de 80 % pour le financement public de travaux (y inclus l'étude d'avant-projet). Dans le cas où le bénéficiaire final perçoit d'éventuelles autres aides financières, notamment du conseil départemental, si le cumul des aides conduit à dépasser 80 % de taux d'aide, l'aide de l'agence de l'eau sera réduite à due concurrence.

Dans la limite de l'enveloppe financière indiquée à l'article 5, le mandataire notifie à chaque bénéficiaire final le montant de l'aide maximale prévisionnelle par une lettre de notification qui contient a minima les éléments figurant dans le modèle proposé en annexe 3.

Cette lettre de notification autorise le bénéficiaire final à démarrer les travaux et lui précise les conditions d'attribution de l'aide de l'agence de l'eau, le délai de réalisation des travaux ainsi que les pièces justificatives à fournir pour le versement de l'aide.

#### 4.2.2. Conditions de conservation, d'archivage des pièces et documents liés à la convention

Le mandataire s'engage à respecter les dispositions générales du Code du Patrimoine, relatives à la gestion d'archives publiques.

L'agence de l'eau préconise une durée d'utilité administrative (DUA) minimale de 10 ans à compter de la clôture de la demande d'aide, en référence à :

- l'instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009 relative au tri et à la conservation des archives produites par les services communs à l'ensemble des collectivités territoriales (communes, départements, régions) et structures intercommunales,
- la circulaire DGP/SIAF/2014/006 relative aux préconisations relatives au tri et à la conservation des archives produites par les communes et structures intercommunales dans leurs domaines d'activité spécifiques,
- le référentiel de conservation des archives de l'agence de l'eau.

Le mandataire se rapprochera des archives départementales compétentes, dans le cadre du contrôle scientifique et technique, afin d'établir des modalités d'application du sort final des dossiers à l'issue de la DUA.

### **ARTICLE 5 – ATTRIBUTION DE L'AIDE GLOBALE AU MANDATAIRE**

Le mandataire recense les maîtres d'ouvrage volontaires pour réaliser les travaux éligibles tels que définis à l'article 4.2.

Le mandataire ne peut déposer qu'une demande d'aide par an comportant le nombre prévisionnel d'opérations individuelles à réaliser dans cette année ainsi que la nature des travaux (mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics/réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées/dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public) et leur montant estimatif.

L'agence de l'eau détermine le montant maximal prévisionnel des aides pouvant être attribuées aux bénéficiaires finaux. Sur cette base, l'agence de l'eau attribue, par décision de son conseil d'administration

ou de son Directeur général, une aide au mandataire. Elle fera l'objet d'une lettre de notification de décision d'aide au mandataire. Cette aide constitue une enveloppe maximale mise à disposition du mandataire pour attribuer les aides à chaque bénéficiaire final.

Lorsque cette enveloppe financière est consommée (bilan d'activité à fournir à l'agence de l'eau), le mandataire adresse une nouvelle demande d'aide sur la base d'un nouveau prévisionnel annuel de bénéficiaires finaux des aides de l'agence de l'eau.

L'attribution de l'aide au mandataire est fonction d'une part, des disponibilités financières de l'agence de l'eau et d'autre part, de la priorisation des projets conformément aux objectifs du 11e programme d'intervention et leur efficacité sur la qualité des milieux.

## **ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT DES AIDES**

### **6.1. Versement des aides de l'agence de l'eau au mandataire**

Au fur et à mesure de la réalisation des travaux par les bénéficiaires finaux et au maximum deux fois par an, le mandataire établit un état récapitulatif des bénéficiaires finaux ayant achevé les travaux et lui ayant fourni les pièces suivantes :

- la copie du devis des travaux présenté, accepté, daté et signé « bon pour accord »,
- la copie des factures acquittées justifiant les travaux éligibles réalisés,
- l'IBAN du bénéficiaire final,
- la copie du rapport de contrôle de la bonne exécution des travaux établi par le Service Public d'Assainissement Public des Eaux Usées [et/ou des Eaux Pluviales].

Cet état récapitulatif des travaux réalisés doit être établi selon le modèle en annexe 4. À réception de cet état récapitulatif, l'agence de l'eau procède au versement des aides au mandataire, pour les bénéficiaires finaux concernés.

### **6.2. Versement des aides par le mandataire aux bénéficiaires finaux**

Le mandataire s'engage à verser la subvention aux bénéficiaires finaux concernés dans un délai maximal de 3 mois à compter :

- soit du versement des aides de l'agence de l'eau ;
- soit de la réception des pièces de versement transmises par les bénéficiaires finaux.

Le mandataire s'engage à n'exercer pour son propre compte aucune retenue ni compensation sur les aides qu'il lui appartient de verser aux bénéficiaires finaux.

### **6.3. Périodicité de transmission et nature des pièces justificatives des opérations de dépenses transmises par le mandataire**

Dans un délai de six mois à compter du versement de l'aide, le mandataire justifie à l'agence de l'eau le reversement de la totalité des aides aux bénéficiaires finaux. Le justificatif prend la forme d'un bilan détaillé mentionnant pour chaque bénéficiaire final (annexe 5) le montant du mandat et la date du mandatement.

Ce bilan détaillé est visé par le comptable public du mandataire qui certifie que les paiements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par la nomenclature et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations.

## **ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION DE MANDAT - CONDITIONS DE RÉSILIATION - SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT**

### **7.1. Entrée en vigueur, durée de la convention**

L'entrée en vigueur de la présente convention est fixée à sa date de notification par l'agence de l'eau au mandataire, après signature des parties.

L'échéance de la présente convention est fixée au 31 décembre 2021. Au-delà de cette date, aucune nouvelle décision d'aide ne pourra être notifiée aux bénéficiaires finaux. Au-delà de cette date, les versements des aides par le mandataire aux bénéficiaires finaux se poursuivent dans les conditions précisées dans la lettre de notification de l'aide globale mentionnée à l'article 5.

À échéance de la convention, le mandataire fournit à l'agence de l'eau le bilan de l'opération mentionnant le nombre et le montant de travaux de réhabilitation aidés par l'agence de l'eau.

### **7.2. Conditions de résiliation**

La présente convention peut être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties. La demande de résiliation doit être présentée au plus tard le 31 octobre pour être effective le 31 décembre de la même année.

À compter de la date de prise d'effet de la résiliation, aucune nouvelle demande d'aide ne pourra être instruite par le mandataire. En revanche, l'agence de l'eau honorera le versement des subventions ayant fait l'objet d'une notification par le mandataire antérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation.

Tout différend dans l'application de la présente convention fait l'objet d'une concertation préalable entre les signataires. Si à l'issue de cette concertation, aucune solution ne permet de résoudre les difficultés rencontrées, la présente convention est résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de cette convention pour la contester devant le tribunal administratif d'Orléans, territorialement compétent, ou par le biais de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **7.3. Sanction du mandataire au cas de manquement**

L'agence de l'eau pourra procéder à une vérification de la gestion des demandes d'aide réalisée par le mandataire et du respect des modalités d'aides de l'agence de l'eau et de ses règles administratives.

Dans ce cas, le mandataire devra être en mesure de fournir à l'agence de l'eau ou à un prestataire désigné par l'agence de l'eau, soit sur support papier soit sur support numérique avec un format réputé pérenne (pdf par exemple), les pièces suivantes pour chaque bénéficiaire final :

- l'étude d'avant-projet,
- les deux devis détaillés non acceptés,
- le mandat conclu entre le mandataire et le bénéficiaire final par lequel celui-ci confie au mandataire le soin d'être son interlocuteur auprès de l'agence de l'eau et l'autorise à percevoir en son nom l'aide correspondante de l'agence de l'eau avant qu'il ne la lui reverse intégralement,
- la lettre de notification,
- le rapport de contrôle de la bonne exécution des travaux,
- le devis accepté des travaux et la copie de la facture acquittée des travaux et, le cas échéant, de l'étude d'avant-projet,
- l'attestation de minimis pour les très petites entreprises,
- le cas échéant, le montant des autres aides publiques perçues par le bénéficiaire final.

L'agence de l'eau transmettra les conclusions de cette vérification au mandataire. Elles pourront conduire aux actions suivantes :

- la mise en œuvre d'actions correctives afin de remédier aux dysfonctionnements constatés,
- demander le remboursement par les bénéficiaires finaux des subventions indûment reçues,
- la suspension ou la résiliation de la présente convention de mandat,
- le remboursement partiel ou total de l'aide accordée pour l'animation ou de l'aide accordée aux travaux de [mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou de [réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées] et/ou de [dé-raccordement des eaux pluviales du réseau public d'assainissement]» réalisés par les bénéficiaires finaux.

## **ARTICLE 8 – CHANGEMENT DE STATUT DU MANDATAIRE**

Le mandataire informe l'agence de l'eau, dans les meilleurs délais, de tout changement affectant son statut ou de tout transfert de compétence en rapport avec l'objet de la présente convention de mandat.

## **ARTICLE 9 – COMPÉTENCES DÉVOLUES AU MANDATAIRE EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT DES ÉVENTUELS INDUS RÉSULTANT DES PAIEMENTS**

Si l'aide attribuée par l'agence de l'eau a été indûment versée à un bénéficiaire, le mandataire notifie à l'agence de l'eau par courrier accompagné d'une pièce justificative adéquate cet indu.

L'agence de l'eau délègue la charge du recouvrement auprès du comptable public du mandataire.

L'agence de l'eau demandera le remboursement auprès du mandataire sur la base de la pièce communiquée par celui-ci.

#### **ARTICLE 10 – MODALITÉS ET PÉRIODICITÉ DE REDDITION DES COMPTES**

Le mandataire communique au plus tard au 15 décembre de chaque année à l'agence de l'eau un décompte de l'opération auquel sont jointes, le cas échéant, les pièces justificatives qui n'auraient pas été produites préalablement.

#### **ARTICLE 11 – MESURES DE PUBLICITÉ**

Le mandataire fait mention du concours financier de l'agence de l'eau sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'opération groupée faisant l'objet de la présente convention de mandat. Il informe et invite l'agence de l'eau à toute initiative médiatique ayant trait à celui-ci.

#### **ARTICLE 12 – (article optionnel, utilisé en cas de mise en œuvre d'une opération groupée par l'intermédiaire d'un mandat en cours)**

*La présente convention annule et remplace la convention de mise en œuvre d'une opération groupée en vue de l'attribution et du versement des aides par l'intermédiaire d'un mandat signée le xx xxxx 201x. Toutefois les dispositions de la convention de mandat signée le xx xxxx 201x continuent de s'appliquer pour le versement des aides pour lesquelles l'agence de l'eau a déjà pris une décision d'aide.*

Fait sur 7 pages et 5 annexes,

À Orléans, le .....

À ....., le .....

Le Directeur général  
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

Le Maire / le(la) Président(e)

Martin GUTTON

*Nom, prénom et qualité du signataire (+ tampon)*

Avis conforme de l'agent comptable de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

Nom, prénom

Date

## ANNEXE 1

### MANDAT ET ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Opération : [Mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou [réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou [dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public]

Je soussigné : .....

Demeurant à : .....

[Disposant d'un branchement non-conforme] et/ou [susceptible de mettre en œuvre un dispositif de rétention des eaux pluviales], à l'adresse suivante :

.....  
.....

- **Déclare être le propriétaire de l'habitation ;**
- **Suis informé(e)** des aides que je suis susceptible de recevoir de la part de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne au titre de la réalisation de l'opération citée en objet et des conditions à satisfaire pour y accéder
- **Donne mandat pour agir** en mon nom et pour mon compte à [*identité du Service Public d'Assainissement Public des Eaux Usées ou Pluviales*] pour solliciter et percevoir de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne la subvention afférente à l'opération susvisée, avant de me la reverser intégralement.
- **M'engage à :**
  - **respecter** la date butoir de transmission des justificatifs à la collectivité (dans le cas contraire, l'aide sera annulée),
  - **ne pas engager** l'opération citée en objet (acceptation d'un devis) avant d'avoir reçu un courrier m'y autorisant (dans le cas contraire, aucune aide ne sera attribuée),
  - **informer** [*identité du Service Public d'Assainissement Public des Eaux Usées ou Pluviales*] des éventuelles autres aides publiques perçues,
  - **reverser** les subventions que j'aurais reçues en cas de non réalisation de mes engagements et obligations qui sont notamment la réalisation des travaux conclus dans l'étude d'avant-projet par l'entreprise professionnelle prévue,
- **Déclare avoir pris connaissance du contenu de l'étude d'avant-projet,**
- **M'engage à l'entretien nécessaire pour garantir le bon fonctionnement et le bon usage [du branchement qui va être mis en conformité] et/ou [du dispositif de rétention des eaux pluviales qui va être mis en place],**

Fait à ..... Le .....

[Nom, prénom, signature du bénéficiaire,]



## ANNEXE 2



*L'aide de l'agence est attribuée en application du régime de minimis, conformément au RÈGLEMENT (UE) N°1407/2013 DE LA COMMISSION européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié le 24.12.2013 au Journal officiel de l'Union européenne, le montant des aides publiques accordées ne pouvant excéder 200 000 € sur une période de 3 ans.*

### ATTESTATION

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

représentant(e) légal(e) de .....

agissant en qualité de : .....

Déclare sur l'honneur selon le détail ci-après (cocher obligatoirement une case) :

n'avoir reçu aucune aide de minimis durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de minimis, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration, pour un montant total<sup>(1)</sup> de : .....

Fait le ..... à .....

Signature

<sup>(1)</sup> Doivent être prises en compte les aides publiques de toute nature (subvention directes, mise à disposition de personnels ou de locaux, etc.) attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou l'Union européenne au titre des de minimis.



Établissement public du ministère  
chargé du déstasement d'assiette

### ANNEXE 3 MODELE DE LETTRE DE NOTIFICATION

Logo  
Collectivité

« Lieu », le « Date »

ADRESSE BÉNÉFICIAIRE

Référence du dossier : N° de dossier agence,  
N° décision d'aide de l'agence.

Objet : Attribution de l'aide financière de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

XXXXXXXXX,

J'ai le plaisir de vous informer que l'agence de l'eau Loire-Bretagne vous accorde son aide financière pour votre projet de [mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou [de réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou [de dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public]. Vous pouvez désormais signer le devis de travaux que vous avez retenu.

L'aide financière de l'Agence de l'eau est attribuée dans les conditions suivantes :

- Adresse des travaux
- Nature des travaux financés : [mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou [de réhabilitation structurante de la partie privée du branchement au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou [de dé-raccordement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public]
- Dépense maximale retenue : X XXX € TTC
- Taux de subvention : XX %
- Montant maximal de la subvention : X XXX €.

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, vous devrez réaliser les travaux **dans un délai de 12 mois à compter de la date de ce courrier**. Avant la fin des travaux vous devrez solliciter le Service Public d'Assainissement des Eaux Usées [Eaux Pluviales] pour la vérification de la bonne exécution des travaux. Quand les travaux seront achevés, vous devrez fournir à « nom du mandataire » les pièces suivantes :

- Copie du devis accepté des travaux (daté et signé « bon pour accord »),
- Copie de la facture acquittée des travaux,
- IBAN du compte bancaire au nom du bénéficiaire.

Je vous prie de croire, XXXXXXXX, à l'assurance de ma considération distinguée

La collectivité



Établissement public du ministère  
chargé du développement durable

## ANNEXE 4

Logo  
Collectivité

### ETAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX RÉALISÉS ET FACTURÉS

DE [MISE EN CONFORMITE DES RACCORDEMENTS AUX RESEAUX D'ASSAINISSEMENT PUBLICS] / [REHABILITATION STRUCTURANTE DE LA PARTIE PRIVEE DU BRANCHEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT PUBLIC DES EAUX USEES] / [DERACCORDEMENT DES EAUX PLUVIALES DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT PUBLIC]<sup>1</sup>

N° de dossier agence : XXXXXXXXX

Informations sur le bénéficiaire final		Informations sur les travaux REALISES				Calcul de l'aide (subvention)				
Nom, prénom Du propriétaire	Adresse des travaux	Date du contrôle de la bonne exécution des travaux	Surface totale déraccordée <u>éligible</u> si réseau unitaire ou enjeu sanitaire m2	Mise en conformité des raccordements <u>éligibles</u> selon priorités du schéma directeur d'assainissement (SDA) (O/N)	Réhabilitation du branchement eaux usées <u>éligible</u> selon priorités du SDA (O/N)	Coût de l'étude d'avant-projet facturée € TTC	Coût facturé des travaux éligibles € TTC	Coût plafond €	Total des dépenses <b>retenues</b> (étude d'AVP + travaux) après plafonnement éventuel <sup>2</sup> € TTC	<b>Aide agence de l'eau réelle</b> €
								<b>total</b>		

Pour l'ensemble des travaux mentionnés ci-dessus le représentant légal du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées [Eaux Pluviales] certifie avoir :

<sup>1</sup> Supprimer les mentions inutiles

<sup>2</sup> Le coût plafond intègre les études d'avant-projet. Au titre du 11e programme d'intervention de l'AELB (2019-2024), les travaux de mise en conformité des raccordements et/ou de réhabilitation des branchements eaux usées sont plafonnés à 3 200 € TTC. Ce coût plafond intègre l'éventuel déracordement des eaux pluviales. Les travaux de déracordement des eaux pluviales seuls sont plafonnés à 30 €/m2 de surface imperméabilisée déconnectée. Les coûts plafond ne sont donc pas cumulables. Le taux d'aide est de 50% de la dépense retenue après plafonnement éventuel.

1/ Préalablement aux travaux :

- Vérifié que chaque réalisation est éligible aux aides de l'agence de l'eau, en application des modalités d'aide en vigueur au moment du dépôt du dossier complet de demande d'aide,
- Vérifié que le bénéficiaire final a fourni deux devis non acceptés d'entreprises professionnelles qui sont conformes aux préconisations de l'étude d'avant-projet.
- Arrêté le montant maximal de la subvention susceptible d'être versée au bénéficiaire final conformément à l'article 4.2.1 de la convention de mandat (détermination de la dépense retenue à laquelle est appliqué le taux d'aide, vérification du respect du cumul d'aides publiques, règlement de minimis pour les très petites entreprises).

2/ A l'achèvement des travaux :

- Vérifié la bonne exécution des travaux,
- Vérifié que la date de signature du devis est postérieure à la date d'envoi de la lettre de notification,
- Arrêté le montant de la subvention qui sera effectivement versée au bénéficiaire final conformément à l'article 4.2.1 de la convention de mandat (sur la base du coût définitif et justifié du projet, auquel est appliqué le taux d'aide, dans la limite du montant maximal attribué).

**Le Président du Service Public d'Assainissement des Eaux Usées  
[Eaux Pluviales] « XXXXXXX » OU Le Maire**

*Date : XX / XX / XXXX*

*Nom et prénom,*

*Qualité,*

*Signature précédée de la mention : « Je certifie sincère et véritable le présent état récapitulatif »*

**ANNEXE 5**  
**Bilan détaillé du reversement de la totalité des aides aux bénéficiaires finaux**

[mise en conformité des raccordements aux réseaux d'assainissement publics] et/ou [de réhabilitation structurante de la partie privée des branchements au réseau d'assainissement public des eaux usées], et/ou [de débranchement des eaux pluviales du réseau d'assainissement public].

(cf. article 6.3 de la convention de mandat)

N° de dossier agence : XXXXXXXXX

Nom de la collectivité compétente :

Département :

Nom du bénéficiaire final	Nature du bénéficiaire final	Commune	Montant total de la dépense selon factures (étude + travaux) TTC	Montant de l'aide versée par l'agence de l'eau	Date du mandatement de l'aide par la collectivité compétente au tiers	Numéro du mandatement de l'aide par la collectivité compétente au tiers	Montant mandaté par la collectivité compétente au bénéficiaire final pour le compte de l'Agence de l'eau
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
				0,00			
<b>TOTAL</b>			0,00	0,00			0,00
<b>% de reversement aux tiers :</b>							

**Signature de la collectivité compétente (préciser le titre)**

**Visa des aides mandatées pour le compte de l'agence de l'eau**

A \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

**Le comptable public (trésorier)**

"Certifie que les paiements ont été effectués à l'appui des pièces justificatives correspondantes prévues par la nomenclature et être en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations"